

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

[CHRONIQUE] CHRONIQUE DE DROIT DES ASSURANCES - JUILLET 2019

*RÉF. : CASS. CIV. 2, 20 JUIN 2019, N° 17-26.383, F-D (N° LEXBASE : A3054ZG9) ; CASS.
CIV. 3, DEUX ARRÊTS, 13 JUIN 2019, N° 17-31.042 (N° LEXBASE : A5724ZEQ) ET N°
18-10.022 (N° LEXBASE : A5707ZE4), F-D*

DIDIER KRAJESKI

Référence de publication : Hebdo édition privée n°792 du 25 juillet 2019 : Assurances

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

RÉF. : CASS. CIV. 2, 20 JUIN 2019, N° 17-26.383, F-D (N° LEXBASE : A3054ZG9) ; CASS. CIV. 3, DEUX ARRÊTS, 13 JUIN 2019, N° 17-31.042 (N° LEXBASE : A5724ZEQ) ET N° 18-10.022 (N° LEXBASE : A5707ZE4), F-D

Lexbase Hebdo - édition privée vous propose, cette semaine, de retrouver la chronique de droit des assurances de Didier Krajieski, Professeur à l'Université de Toulouse. A l'honneur de cette dernière chronique avant l'été, tout d'abord, un arrêt en date du 20 juin 2019 rendu par la deuxième chambre civile de la Cour de cassation, qui revient sur la question du défaut d'entretien des lieux et ses conséquences sur l'assurance (Cass. civ. 2, 20 juin 2019, n° 17-26.383, F-D) ; puis, ce sont deux arrêts rendus par la troisième chambre civile de la Cour de cassation, en date du 13 juin 2019, qui ont retenu l'attention de l'auteur, en ce qu'ils viennent relancer la discussion sur les sanctions applicables en cas de non-respect de l'obligation de déclarer à l'assureur l'activité développée dans le domaine de la construction, dans le cadre de "polices à aliments" (Cass. civ. 3, deux arrêts, 13 juin 2019, n° 17-31.042 et n° 18-10.022, F-D).

I- Aléa

•

Ayant souverainement relevé que les désordres consécutifs à la vétusté du bâtiment, à son manque d'entretien et à la qualité médiocre des travaux réalisés par les bailleurs en 2005, étaient apparus dès 2003, de sorte que, lors de la souscription du contrat, le 26 mai 2008, les bailleurs avaient conscience de la réalisation du risque, la cour d'appel, qui n'avait pas à procéder à une recherche qui ne lui était pas demandée, a, par ces seuls motifs, légalement justifié sa décision (Cass. civ. 2, 20 juin 2019, n° 17-26.383, F-D N° Lexbase : A3054ZG9)

Un bailleur loue un local commercial et un appartement au-dessus de ce dernier à une autre personne. Le bailleur est garanti par une police souscrite en 2008. En 2010, le locataire du local commercial assigne le bailleur et son assureur en raison d'infiltrations. L'assureur dénie sa garantie. Il fonde son refus sur une nullité du contrat pour défaut d'aléa lors de la souscription. Les juges prononcent cette nullité et la Cour de cassation rejette le pourvoi formé contre cet arrêt.

Sur la question du défaut d'entretien des lieux et ses conséquences sur l'assurance, la décision commentée viendra s'ajouter à de nombreux précédents consacrés à la question du défaut d'entretien de la chose assurée. La présente chronique a été l'occasion de constater que ce problème récurrent peut être envisagé à des moments différents du contrat, ce qui conduit l'assureur à fonder son refus de garantie sur des motifs variés avec, souvent, une conclusion décevante. La négligence de l'assuré peut intervenir en cours de contrat. On peut remarquer avec d'autres qu'il est difficile pour l'assureur de reprocher efficacement à l'assuré de ne pas entretenir correctement les lieux assurés. La rédaction de la clause d'exclusion conventionnelle est souvent défectueuse et la faute intentionnelle n'accueille pas cette négligence [1]. Une possibilité s'ouvre à la faveur de la consécration de la faute dolosive [2]. Elle reste encore à concrétiser. Une décision a, cependant, admis que le refus puisse efficacement se fonder sur une condition de mise en œuvre de la garantie [3]. Lorsque la négligence est antérieure à la souscription, l'assureur fondera naturellement son refus sur le défaut d'aléa.

La présente décision vient implicitement rappeler que l'aléa est une exigence dans le contrat d'assurance dès sa formation. Celle-ci est posée par l'article L. 121-15 du Code des assurances (N° Lexbase : L0091AAM). L'appréciation de l'existence de l'aléa relève du pouvoir souverain des juges du fond. Considérant la nature du risque garanti, risque composite, la référence, dans la décision, à l'état d'esprit de l'assuré se comprend. L'aléa fait défaut si, lors de la souscription, l'assuré a conscience que le risque est réalisé, ou est en cours de réalisation. Cet état, l'assuré ne pouvait l'ignorer en l'espèce. De précédents sinistres se sont produits et l'expert mentionne que les désordres sont dus à la vétusté des ouvrages, le manque d'entretien et la qualité médiocre des travaux réalisés. Peut-on dire que l'assureur a de la chance de pouvoir invoquer un défaut du contrat dès sa conception ? De précédentes décisions montrent que des discussions peuvent se développer sur le caractère inéluctable du sinistre [4]. L'assureur doit, ici, son salut à des faits particulièrement clairs établis par un rapport d'expertise que l'assuré tentera en vain d'écarter. A la faveur de précédents sinistres et de la façon dont il y a réagi, l'assuré ne pouvait ignorer que d'autres infiltrations ne manqueraient pas de survenir.

II- Déclaration des risques

•

Les juges ne pouvaient décider que l'assureur est fondé à se prévaloir d'une réduction de prime totale, égale à 100 %, alors que l'article 5.222 des conditions générales de la police d'assurance stipule que toute omission ou déclaration inexacte de la part du sociétaire de bonne foi, si elle est constatée après un sinistre, donne droit à l'assureur, conformément à l'article L. 113-9 du Code des assurances (N° Lexbase : L0065AAN), de réduire l'indemnité en proportion des cotisations payées par rapport aux cotisations qui auraient été dues si le risque avait été complètement et exactement déclaré (Cass. civ. 3, deux arrêts, 13 juin 2019, n° 17-31.042 N° Lexbase : A5724ZEQ et n° 18-10.022 N° Lexbase : A5707ZE4, F-D)

Deux arrêts, rendus le même jour par la troisième chambre civile, relancent la discussion sur les sanctions applicables en cas de non-respect de l'obligation de déclarer à l'assureur l'activité développée dans le domaine de la construction, dans le cadre de "polices à aliments".

Le premier (n° 17-31.042) rend une solution connue, elle est rappelée en exergue. Les auteurs ont souligné à quel point, il serait absurde, en la matière, d'appliquer les obligations déclaratives classiques prévues par l'article L. 113-2 du Code des assurances (N° Lexbase : L9563LGB) ainsi que leurs sanctions[5]. Un dispositif propre a été créé dans l'article L. 113-10 du Code des assurances (N° Lexbase : L0068AAR) : la possibilité d'ajouter au montant de prime une indemnité plafonnée à 50 % de la prime omise en cas de bonne foi de l'assuré ; et la possibilité de demander en plus la répétition des sinistres payés en cas de mauvaise foi de l'assuré. La jurisprudence intervient régulièrement pour rappeler que la stipulation de ces sanctions évince le recours à celles prévues aux articles L. 113-8 (N° Lexbase : L0064AAM) et L. 113-9 du Code des assurances [6]. En l'espèce, le contrat préfère aux sanctions de l'article L. 113-10 une réduction de l'indemnité selon une méthode de calcul différente de celle prévue à l'article L. 113-9, tout en renvoyant à cet article [7]. Elle aboutit à un résultat selon lequel un chantier non déclaré produit une indemnité nulle. Les juges du fond appliquent cette méthode. La Cour de cassation casse leur décision.

Au fond, on retombe ici sur un débat connu : la façon de lire l'article L. 111-2 ~~du Code des assurances~~ N(° Lexbase : L9555LGY). Il prévoit, on le sait, que les dispositions des quatre premiers titres du livre consacré aux contrats sont d'ordre public sauf pour les dispositions qu'il énumère, dont fait partie l'article L. 113-10. Mais comment comprendre la dérogation ? Doit-on se borner à en déduire que les parties ne peuvent utiliser que la possibilité prévue par le texte, la clause pénale, ou, à l'inverse, que le texte autorise un choix parmi les sanctions ? A travers la décision commentée, la position de la Cour de cassation est ici rappelée : la deuxième proposition est validée. La prudence est cependant de mise, si les parties prévoient la sanction de l'article L. 113-9, on revient sur un texte d'ordre public, il faut donc appliquer les règles légales de calcul de la réduction... Ce n'est que dans le cas où l'assuré a omis de déclarer les chantiers d'une année entière qu'il sera privé de toute

indemnité [8]. La jurisprudence des chambres civiles est sur ce point constante [9]. Mais ne peut-elle être contestée ? Car si l'on considère que le texte redonne vie à la liberté contractuelle, pourquoi ne pas admettre qu'il permet aux parties de déterminer leurs propres règles de réduction de l'indemnité ? On peut cependant expliquer cette rigueur. La jurisprudence décide qu'en l'absence de stipulations conventionnelles, le droit commun a vocation à s'appliquer [10], ce qui ne va pas, d'ailleurs, de soi [11]. Au fond, la clause décrite ne ferait qu'accompagner ce mouvement de retour aux règles d'ordre public. A moins de privilégier encore une autre explication : le contrat renvoie expressément à l'article L. 113-9 dont l'application ne peut conduire qu'à une seule méthode de calcul, mais si les parties en prévoient une autre sans se référer à cet article, on ne pourrait rien leur reprocher. Il n'est évidemment pas certain, et souhaitable, que la jurisprudence consacre une telle marge de manoeuvre.

Le deuxième arrêt du 13 juin 2019 [12] conduit à aborder une autre sanction envisageable du défaut de déclaration : la non-garantie. La décision doit être mise en perspective avec une autre, publiée au bulletin, décidant, en rupture avec des solutions précédentes, que le défaut de déclaration ne peut être sanctionné par la non-garantie alors même que le contrat ne prévoit pas une telle sanction [13]. Le recours aux articles L. 113-9 et L. 113-8 paraît déjà incompatible avec la nature des polices à aliments, la déclaration à faire par l'assuré n'entrant ni dans le cadre de la déclaration initiale des risques, ni dans le cadre de celle des aggravations. L'application d'une non-garantie apparaît encore plus en décalage car l'assureur accepte de fournir sa garantie avant la déclaration [14]. La décision de 2016 est donc raisonnable. Dans la présente espèce, le contrat écarte expressément la réduction d'indemnité et prévoit une telle sanction. La Cour de cassation décide que « ayant relevé qu'en cas de non-déclaration d'un chantier, le contrat d'assurance excluait l'application de la réduction proportionnelle de l'article L. 113-9 du Code des assurances et sanctionnait cette omission par une absence d'assurance et que M. C... n'avait pas déclaré le chantier litigieux, la cour d'appel en a déduit à bon droit que la société G... ne devait pas sa garantie ». En substance, lorsque la non-garantie est prévue par le contrat, tout change, elle peut être appliquée ! Mais, même prévue par le contrat, une telle sanction reste inadaptée aux polices à aliments. La solution n'est donc admissible qu'à condition de constater que le contrat met en place un système un peu différent dans lequel l'assuré doit informer l'assureur de chaque nouvelle opération qu'il entreprend pour qu'elle entre dans le champ de la garantie [15].

Au final, ces décisions conduisent à se demander, avec d'autres auteurs, si la voie choisie est réellement la bonne. Les assureurs ont souhaité appliquer le mécanisme des polices à aliments aux opérations relevant du domaine de la construction. Cependant, la sanction organisée par la loi à l'article L. 113-10 ne leur convient manifestement pas. Les contrats prévoient, donc, d'autres dispositifs. La jurisprudence les suit dans cette tendance, autorisant par là une dérive progressive. Il est certainement temps de redéfinir clairement le périmètre des polices entrant dans les prévisions de l'article L. 113-10 et de se demander à nouveau ce qu'a souhaité le législateur en édictant les dispositions de ce texte.

-
1. Sur la question : Cass. civ. 2, 20 novembre 2014, n° 11-27.102, F-D N(° Lexbase : A9386M3Z), RGDA, 2015, 12, obs. A. Pélissier ; Cass. civ. 2, 11 décembre 2014, n° 13-26.893, F-D (N° Lexbase : A6003M7H), et nos obs. in chron., Lexbase, éd. priv., n° 599, 2015 (N° Lexbase : N5660BU8) ; RGDA, 2015, 85, obs. M. Asselain.
 2. Cass. civ. 2, 25 octobre 2018, n° 16-23.103, F-P+B (N° Lexbase : A5373YIT), et nos obs. in chron., Lexbase, éd. priv., n° 766, 2018 (N° Lexbase : N6846BXT) ; LEDA, 2018, 111q1, obs. S. Abravanel-Jolly ; Gaz. pal., 2019, n° 9, p. 65, obs. B. Cerveau ; Resp. civ. et assur., 2019, repère 1, H. Groutel.
 3. Cass. com., 11 mai 2017, n° 15-29.065, F-D (N° Lexbase : A8788WCH), et nos obs. in chron., Lexbase, éd. priv., n° 704, 2017 (N° Lexbase : N9095BWR).
 4. Cass. civ. 2, 5 mars 2015, n° 14-10.790, F-D (N° Lexbase : A8862NC9), et nos obs. in chron., Lexbase, éd. priv., n° 613 (N° Lexbase : N7438BUZ) ; RGDA, 2015, 184, obs. A. Pélissier ; Cass. civ. 2, 24 mars 2016, n° 15-16.765, F-D N(° Lexbase : A3698RA9), RGDA, 2016, 238, obs. A. Pélissier.
 5. H. Groutel, La déclaration des chantiers dans l'assurance de responsabilité d'un architecte, RCA, 2005, étude 1. ; J. Bigot, Assurances à primes et risques variables, fausse route ?, JCP éd. G, 2008, I, 207 ; P. Dessuet, RGDA, 2016, 182, obs. sous Cass. civ. 3, 7 janvier 2016, n° 14-18.561, FS-P+B (N° Lexbase : A3868N3N ; nos obs. in chron., Lexbase, éd. priv., n° 645, 2016 N° Lexbase : N1503BWL).
 6. [6] Cass. civ. 1, 31 mars 1998, n° 96-12.526 (N° Lexbase : A6389CKT), Bull. civ. I, n° 129 ; RGDA, 1998, 252, note A. Favre- Rochex.
 7. [7] Cass. civ. 3, 13 juin 2019, n° 17-31.042, F-D N(° Lexbase : A5724ZEQ).
 8. [8] Cass. civ. 2, 5 mai 2015, n° 14-11.758, F-D (N° Lexbase : A7061NHY), et nos obs. i n chron., Lexbase, éd. priv., n° 618, 2015 (N° Lexbase : N8032BUZ).
 9. [9] Cass. civ. 1, 24 juin 2003, n° 98-13.334 (N° Lexbase : A6076ZKA), RD imm., 2004, 66, obs. P. Dessuet ; Cass. civ. 2, 17 avril 2008, n° 07-13.053, FS-D (N° Lexbase : A9700D7E), RD imm., 2008, 351, note P. Dessuet.
 10. [10] Cass. civ. 1, 18 mai 2017, n° 16-17.760, F-D N(° Lexbase : A5027WDK), RGDA, 2017, 414, obs. M. Asselain.
 11. [11] Cass. civ., 22 mai 1945, D., 1946, 17, note P. Lerebours-Pigeonnière ; Cass. civ. 1, 16 mars 1977, n° 75-14.829 (N° Lexbase : A6860CHK), RGAT, 1978, 238, note J. Bigot.
 12. [12] Cass. civ. 3, 13 juin 2019, n° 18-10.022, F-D N(° Lexbase : A5707ZE4).

13. Cass. civ. 3, 7 janvier 2016, préc..

14. J. Bigot, art. précité, spécialement n° 10.

15. P. Dessuet, obs. sous Cass. civ. 3, 7 janvier 2016, préc. ; J. Bigot, *ibidem*.